

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 12 2023

CHARTRES METROPOLE NATATION

39 Rue du Général BEYNE

L'ODYSSEE

28 000 CHARTRES

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CHARTRES METROPOLE NATATION relatifs à l'exercice clos le 31 12 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, de la date du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Risque identifié

Nous avons considéré que la comptabilisation des concours publics et subventions d'exploitation constituait un point clé de l'audit en raison de son importance significative dans les comptes de l'association.

Diligences effectuées

Nous nous sommes notamment assurés de la mesure, de la correcte séparation des exercices et de la réalité des subventions enregistrées en les rapprochant des conventions et/ou notification d'attribution correspondant à chacune d'elle.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Le rapport financier du Président et les documents sur la situation financière et les comptes annuels ne nous ayant pas été communiqués, nous n'avons pas été en mesure de procéder à la vérification de ces documents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Caen, le 31 Mai 2024

AM CONSULTING & EXPERTISES

Commissaire Aux Comptes Représentée par Henry MUELLE

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2023	Net au 31/12/2022
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires				
Droit au bail				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériels et outillages industriels	5 157	2 404	2 753	3 087
Autres immobilisations corporelles	33 180	9 954	23 226	29 862
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées aux participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés	15		15	15
Prêts				
Autres immobilisations financières				
Total I	38 352	12 358	25 994	32 964
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Créances usagers et comptes rattachés	10 339		10 339	1 693
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances				1 000
Autres postes de l'actif circulant				
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	27 489		27 489	51 279
Charges constatées d'avance	12 534		12 534	8 982
Total II	50 362		50 362	62 954
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion - Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	88 715	12 358	76 357	95 919

Bilan actif

	31/12/2023	31/12/2022
Legs nets à réaliser :		
acceptés par les organes statutairements compétents		
autorisés par l'organisme de tutelle		
Dons en nature restant à vendre :		

Bilan passif

	au 31/12/2023	au 31/12/2022
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Première situation nette établie		
Fonds statutaires		
Dotations non consommables		
Autres fonds propres	-63 925	-63 925
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Autres fonds propres		5 000
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projets de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	49 337	16 911
Excédent ou déficit de l'exercice	-13 323	32 426
Situation nette (sous-total)	-27 912	-9 589
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	9 197	12 035
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires (Commodat)		
Total I	-18 715	2 446
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Total III		
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	10 890	13 802
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et commandes reçues sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 451	7 255
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	10 795	15 196
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	64 936	57 219
Total IV	95 072	93 473
Ecarts de conversion passif (V)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	76 357	95 919

Bilan passif

	31/12/2023	31/12/2022
(1) Dont à plus d'un an (a)	7 923	10 890
Dont à moins d'un an (a)	87 149	82 583
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

Exercice N
31/12/2023Exercice N-1
31/12/2022**PRODUITS D'EXPLOITATION**

Cotisations	116 153	77 952
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens	2 125	1 194
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestations de services	390	
<i>Dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	129 795	161 688
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible		
Ressources liées à la générosité du public		
<i>Dont Dons manuels</i>		
<i>Dont Mécénats</i>		
<i>Dont Legs, donations et assurances-vie</i>		
Contributions financières		
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges		52 562
Utilisation des fonds dédiés		
Autres produits	50 148	37 656
Total I	298 611	331 052

CHARGES D'EXPLOITATION

Achats de marchandises	1 554	327
Variation des stocks		
Autres achats et charges externes	126 621	117 503
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	2 433	2 807
Salaires et traitements	141 598	137 519
Charges sociales	35 964	37 709
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	7 747	4 413
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	1	553
Total II	315 918	300 830

1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)**-17 307 30 222****PRODUITS FINANCIERS**

De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	1 377	763
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	1 377	763

CHARGES FINANCIERES

Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	231	127
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	231	127

Compte de résultat



Etats Financiers

Exercice du 01/01/2023
au 31/12/2023

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	1 146	636

Compte de résultat

Exercice N
31/12/2023Exercice N-1
31/12/2022

3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-16 161	30 858
---	----------------	---------------

PRODUITS EXCEPTIONNELS

Sur opérations de gestion

Sur opérations en capital

Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges

2 838

1 638

Total V**2 838****1 638****CHARGES EXCEPTIONNELLES**

Sur opérations de gestion

Sur opérations en capital

Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions

70

Total VI**70**

4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	2 838	1 568
--	--------------	--------------

Participation des salariés aux résultats (VII)

Impôts sur les bénéfices (VIII)

Total des produits (I+III+V)**302 826****333 453****Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)****316 149****301 027**

EXCEDENT OU DEFICIT	-13 323	32 426
----------------------------	----------------	---------------

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Dons en nature

Prestations en nature

Bénévolat

Total**CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE**

Secours en nature

Mises à disposition gratuite de biens

Prestations en nature

Personnel bénévole

Total



Annexe

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : C'CHARTRES METROPOLE NATATION

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 76 357 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégagant un déficit de 13 323 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

L'association Chartres Métropole Natation fondée le 28 août 2006 est déclarée, conformément à la loi du 1er juillet 1901, à la préfecture d'Eure et Loir sous le numéro W281000330.

Elle a changé de dénomination le 12 décembre 2020, après le vote de son Assemblée Générale Extraordinaire, pour devenir le C'Chartres Métropole Natation. Sa durée est illimitée.

Elle a pour objet d'organiser, de développer et de favoriser la pratique sportive en général, et plus particulièrement la pratique de la natation sous toutes ses formes, ceci au bénéfice du plus grand nombre possible de pratiquants.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Le Club C'Chartres Métropole Natation bénéficie d'une mise à disposition de lignes d'eau dans le cadre d'une convention tripartite concernant les équipements sportifs nécessaires à la réalisation de son objet social. La Communauté d'Agglomération de Chartres Métropole prend en charge les frais de location des 212 lignes d'eau de 25 m hebdomadaires et des manifestations programmées par le Club en réglant le coût correspondant à la société VM 28000.

Le montant indicatif de cette mise à disposition peut être estimé à 214 K€ TTC au titre de l'exercice 2023.

Les cotisations des membres sont retenues au prorata de la saison sportive allant du 1er septembre au 30 juin de chaque année. Dès lors, les produits encaissés sur le 3ème trimestre sont neutralisés en produits d'avance à hauteur de 6/10ème, tandis que ceux encaissés après la date de clôture sont rattachés dans les produits de l'exercice à hauteur de 4/10ème.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Règles et méthodes comptables

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations techniques : 4 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 4 à 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les valeurs résiduelles des immobilisations sont considérées comme nulles car non significatives ou non mesurables.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	4 380	777		5 157
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport	33 180			33 180
- Matériel de bureau et informatique, mobilier				
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	37 560	777		38 337
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés	15			15
- Prêts et autres immobilisations financières				
Immobilisations financières	15			15
ACTIF IMMOBILISE	37 575	777		38 352

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 293	1 111		2 404
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport	3 318	6 636		9 954
- Matériel de bureau et informatique, mobilier				
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	4 611	7 747		12 358
ACTIF IMMOBILISE	4 611	7 747		12 358

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 22 874 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	10 339	10 339	
Autres			
Charges constatées d'avance	12 534	12 534	
Total	22 874	22 874	

Prêts accordés en cours d'exercice
Prêts récupérés en cours d'exercice

Produits à recevoir

	Montant
Clients - Factures à établir	10 339
Total	10 339

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	-63 925				-63 925
Fonds propres avec droit de reprise	5 000			5 000	
Ecart de réévaluation					
Réserves		32 426		32 426	
Report à Nouveau	16 911		32 426		49 337
Excédent ou déficit de l'exercice	32 426	-32 426		13 323	-13 323
Situation nette	-9 589		32 426	50 749	-27 912
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	12 035			2 838	9 197
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	2 446		32 426	53 587	-18 715

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 95 072 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	10 890	2 967	7 923	
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 451	8 451		
Dettes fiscales et sociales	10 795	10 795		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)				
Produits constatés d'avance	64 936	64 936		
Total	95 072	87 149	7 923	

(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(*) Emprunts remboursés sur l'exercice

(**) Dont envers les associés

Charges à payer

	Montant
Honoraires comptables - fact. non parvenues	2 772
Dettes provis. pr congés à payer	3 991
Charges sociales s/congés à payer	1 266
Charges sociales - charges à payer	1 432
Honoraires CAC - fact. non parvenues	2 400
Total	11 861

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation**Charges constatées d'avance**

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	12 534		
Total	12 534		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	64 936		
Total	64 936		

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers**Rémunération des commissaires aux comptes****Commissaire aux comptes Titulaire**

Honoraire de certification des comptes : 2 300 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation		7 300	121 900		595	129 795
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement			2 838			2 838
						132 633

Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 4 personnes.

	Effectif Hommes	Effectif Femmes	Effectif Total	Effectif équivalent (Temps plein)
Cadres				
Employés	3	1	4	4
Ouvriers				
Contrat Emploi Solidarité				
Contrat de Qualification				
Contrat Retour Emploi				
Contrat initiative Emploi				
Total	3	1	4	4



AUDIT
MANAGEMENT
CONSEIL
EXPERTISE COMPTABLE
NORMANDIE

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Exercice clos le 31 12 2023

CHARTRES METROPOLE NATATION

39 Rue du Général BEYNE

L'ODYSSEE

28 000 CHARTRES

Rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

A Caen, le 31 Mai 2024

AM CONSULTING & EXPERTISES

Commissaire Aux Comptes Représenté par Henry MUELLE